

Images nauséabondes d'Europe

MARC UYTTENDAELE

Professeur à l'ULB

En 1947, un bateau, l'Exodus, transportait 4.500 juifs fuyant l'Europe, qui entendaient émigrer en Palestine, alors sous mandat britannique. Nombreux d'entre eux étaient des survivants de la Shoah, espérant trouver un avenir possible en terre d'Israël. Ils ne disposaient évidemment pas, pour la plupart, des documents leur permettant d'émigrer. La marine britannique arraisonna l'Exodus. Seuls 80 d'entre eux purent mettre le pied en Palestine, les autres furent renvoyés dans trois bateaux-prisons en France d'abord, en Allemagne ensuite.

Neuf ans plus tôt, à Munich, Daladier, Premier ministre français, et Chamberlain, Premier ministre anglais, pactisaient avec un diable à deux têtes, Hitler et Mussolini. Il fallait coûte que coûte éviter la guerre, au prix de la cession du territoire des Sudètes à l'Allemagne nazie.

Le temps a passé, mais la lâcheté a persisté

Churchill eut alors ces mots forts: *«Ils devaient choisir entre le déshonneur et la guerre. Ils ont choisi le déshonneur, et ils auront la guerre»*. Les accords de Munich et l'arraisonnement de l'Exodus sont deux des plus vilaines images d'Europe.

Le temps a passé, mais la lâcheté a persisté. L'accord passé le 18 mars dernier par l'Union européenne avec la Turquie a le parfum nauséabond de l'arraisonnement de l'Exodus et des accords de Munich. Tous les réfugiés arrivés en Grèce seront refoulés vers la Turquie qui, de surcroît, est payée

six milliards d'euros pour assumer cette mission.

Pire encore, le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne est relancé. Or, la Turquie de Monsieur Erdogan est la négation des valeurs qu'est censée incarner l'Europe. Sans doute nous dira-t-on que l'AKP, parti islamiste, a été porté au pouvoir dans le plus strict respect du suffrage universel. Cela ne suffit pourtant pas

à conférer à la Turquie un label démocratique.

En 1923, c'est à la suite d'élections, et non d'un coup d'État, que Mussolini est arrivé au pouvoir en Italie. En 1933, c'est à la suite d'élections, certes tenues dans un climat majeur d'intimidation, et non d'un coup d'État, qu'Hitler est arrivé au pouvoir en Allemagne. En septembre dernier, en pleine campagne électorale, 180 intellectuels turcs ont stigmatisé le comportement du parti au pouvoir dans un communiqué intitulé *«L'Allemagne d'Hitler en 2015»*. N'est-ce pas, d'ailleurs, Erdogan lui-même qui déclarait: *«Dans un système unitaire [comme celui de la Turquie], un système présidentiel peut parfaitement exister. Il y a actuellement des exemples dans le monde et aussi des exemples dans l'histoire. Vous en verrez l'exemple dans l'Allemagne d'Hitler»?*

Non, la Turquie n'est pas une démocratie car la liberté d'expression y est bafouée. Des chaînes de télévision voient leurs émissions interrompues par la police à la veille des élections. Des journalistes sont arrêtés ou emprisonnés lorsqu'ils dénoncent les dérives ou la corruption du régime. La minorité kurde est opprimée. La démocratie n'est pas qu'une addition de voix un jour d'élections, c'est aussi, et avant tout, un régime qui protège ses minorités, qui garantit les libertés publiques de tout un chacun et qui préserve viscéralement le droit des opposants politiques. Tout le contraire de ce qu'il se passe en Turquie.

Frêle esquif verbal

Dans l'accord, apparemment à la demande de la Belgique, figure la mention suivante: *«L'UE réitère qu'elle attend de la Turquie qu'elle respecte les standards les plus élevés en matière de démocratie, d'État de droit, de respect des libertés fondamentales, liberté d'expression incluse»*.

Il n'y a aucune raison d'être fier de ce frêle esquif verbal qui ne sera suivi d'aucun effet et qui n'a d'autre but que de donner bonne conscience à ceux qui ont le visage de la honte. Le gouvernement turc a certainement été très impressionné par cette vile mise en garde. N'avait-il pas, à la veille

de la signature de l'accord avec l'UE, fait arrêter, à l'aube, huit avocats kurdes, appartenant à l'Association des avocats pour la liberté? Ces avocats devaient simplement plaider le lendemain dans un procès, vieux de six ans, dirigé contre les membres du KCK, une organisation politique kurde!

Lorsque l'UE renverra de Grèce des réfugiés kurdes en Turquie, elle sera plus indigne encore que les Britanniques avec l'Exodus car quand ils renvoyaient des juifs en Allemagne, elle n'était plus gouvernée par les nazis. En signant cet accord, les gouvernants européens, pour paraphraser Churchill, devaient choisir entre le chaos et le déshonneur. Ils ont choisi le déshonneur, et ils auront le chaos.

L'accord passé le 18 mars dernier par l'Union européenne avec la Turquie a le parfum nauséabond de l'arraisonnement de l'Exodus et des accords de Munich.